

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1918-1919.

Projet de loi de recrutement pour la levée spéciale de 1919⁽¹⁾

RAPPORT

PRÉSENTÉ, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. DU BUS DE WARNAFFE

MESSIEURS,

Le projet de loi qui nous est soumis a pour but de lever le plus rapidement possible une armée nouvelle, de façon à permettre le renvoi dans leurs foyers de nos héroïques soldats qui ont supporté les lourdes et longues épreuves de la guerre.

A maintes reprises déjà la Chambre a eu l'occasion de dire à notre Roi et à son armée sa vive reconnaissance et sa fervente admiration.

Au lendemain du jour où ses membres ont eu l'occasion de parcourir nos champs de bataille, elle éprouve le besoin de leur en réitérer l'expression.

Nous avons pu, au cours de cette excursion émouvante, nous rendre compte de ce qu'ont été les souffrances, l'endurance et le courage de nos troupes.

Les ruines de Dixmude nous ont dit avec une navrante éloquence toutes les horreurs d'une lutte corps à corps pendant quatre longues années, au milieu de difficultés matérielles dont on ne peut se faire une idée sans en avoir contemplé l'effrayant théâtre.

L'aspect de nos villages détruits, de nos campagnes désertes et bouleversées et tout spécialement le chaos de la forêt d'Houthulst ont évoqué pour nous le spectacle des luttes de géants au cours desquelles se sont affirmées les qualités prodigieuses de nos soldats.

Ils trouveront dans la diligence et le soin que les Chambres mettront à

(1) Projet de loi n° 14.

(2) La Commission, présidée par M. CARTON DE WIART, était composée de MM. CRICK, DELPORTE, DE WOUTERS D'OPLINTER, DU BUS DE WARNAFFE, JANSON, TIBBAUT, TROCLET.

élaborer la loi de recrutement pour 1919, qui doit amener leur libération, l'affirmation de la volonté très nette du Parlement de leur marquer, une fois de plus, son inaltérable gratitude.

CHAPITRE I. — RÉGIME DE MILICE PENDANT LES ANNÉES DE GUERRE.

Nous croyons utile de résumer, au seuil de ce rapport, les dispositions des principaux arrêtés-lois de milice qui ont permis à notre Gouvernement de lever, pendant les quatre années de guerre, les troupes nécessaires à la défense de notre Indépendance et à la libération de notre territoire.

I. — Arrêté-loi de milice du 1^{er} mars 1915.

Cet arrêté-loi appelle au service tous les Belges âgés de 18 à 25 ans (nés entre le 1^{er} janvier 1890 et le 31 décembre 1896), constituant les levées de milice de 1910 à 1916 inclus, et se trouvant dans la partie de la Belgique non occupée, ou sur le territoire de la France et des Iles Britanniques.

Il modifie la loi de milice de 1913 sur les points suivants :

1. En ce qui concerne les *personnes visées* : il n'atteint pas les Belges se trouvant sur le territoire occupé ou en pays étrangers, non alliés.

2. En ce qui concerne l'*âge de milice* : 18 à 25 ans au lieu de 19.

3. En ce qui concerne la *durée du service* : la durée de la guerre.

4. — En ce qui concerne les *exemptions* :

a) Certaines exemptions *définitives* sont supprimées, notamment celles visant : les ministres des cultes, ceux qui se consacrent aux travaux de mission, le premier appelé des familles comptant au moins cinq enfants en vie.

Par contre, sont exemptés définitivement, en vertu d'une disposition nouvelle, les hommes mariés antérieurement au 15 novembre 1914 appartenant aux levées de 1910 à 1914 inclus.

b) Les exemptions *pour une année* sont supprimées. Une exemption temporaire est admise pour les appelés jugés temporairement inaptes au service par les juridictions compétentes, mais le sursis d'incorporation, renouvelable, est réduit à trois mois.

c) Les *libérations pour excédent* sont supprimées.

5. En ce qui concerne les *juridictions de milice* :

Les conseils de milice et les cours d'appel de milice, les conseils d'aptitude et les conseils de revision sont supprimés et remplacés par les Bureaux ou Commissions de recrutement au premier degré, et les Commissions d'appels au second degré. Le recours en cassation demeure ouvert.

L'organisation, la compétence et la procédure des juridictions de milice nouvelles sont réglementées par un arrêté royal du 16 août 1915.

La réforme ainsi établie se justifie d'abord par la raison que les circonstances imposaient une procédure simple et rapide, et aussi par le fait que la suppression des exemptions pour causes morales rendait désormais sans raison

d'être les conseils de milice et les conseils supérieurs de milice (Cours d'appel).

II. *Arrêté-loi de milice du 6 novembre 1915.*

Cet arrêté-loi étend l'obligation de service d'une façon générale à tous les Belges résidant en pays étrangers, et non plus seulement à ceux résidant en France et dans les Iles Britanniques.

Pour le surplus, cet arrêté s'en réfère aux dispositions de l'arrêté-loi du 1^{er} mars 1915, sauf qu'il sanctionne ses dispositions, en édictant que ceux qui négligeront de se faire inscrire, ou se soustrairont à l'incorporation, seront réfractaires ou défaillants, aux termes des articles 10 et 27 de la loi de 1915.

III. *Arrêté-loi de milice du 5 janvier 1916.*

Cet arrêté-loi répute déserteur tout Belge appelé à faire partie du contingent de milice et qui change de résidence ou emploie des manœuvres frauduleuses pour se soustraire aux opérations de recrutement.

IV. *Arrêté-loi de milice du 1^{er} mars 1916.*

Cet arrêté fixe le contingent spécial de 1916.

Il appelle *anticipativement* sous les armes tous les Belges appartenant par leur âge à la levée de 1917 et se trouvant en territoire non occupé, ou à l'étranger.

Il maintient explicitement pour le surplus les dispositions des arrêtés-lois antérieurs.

V. *Arrêté-loi de milice du 20 mai 1916.*

Cet arrêté crée une catégorie spéciale de délinquants : les *récalcitrants*. Ce sont les Belges qui n'ont pas répondu aux appels. L'arrêté décide que seront publiés au *Moniteur* sous une rubrique « Registre des Récalcitrants » les noms de tous appelés qui ne se seront pas mis à la disposition des Commissions de recrutement dans le délai d'un mois après la publication de l'arrêté au *Journal officiel*. Les récalcitrants sont réputés déserteurs, sans préjudice aux peines encourues par eux comme réfractaires et défaillants.

VI. *Arrêté-loi de milice du 21 juillet 1916.*

Cet arrêté fait appel général au service de la Patrie de tous les hommes valides *âgés de moins de 40 ans* ne se trouvant pas en territoire sous la domination de l'ennemi, pour être utilisés soit au service militaire, soit dans les services ou industries d'utilité générale.

Cet arrêté constitue en réalité la loi de milice de circonstance.

Il porte de nombreuses dispositions, mais comme elles ont trait à une

organisation actuellement abandonnée, nous croyons inutile d'en rappeler ici tout le détail, et nous nous en tiendrons aux stipulations principales.

L'arrêté appelle au service tous les Belges de moins de 40 ans.

Il abolit rétroactivement toutes les exemptions définitives ou temporaires, sauf les exemptions définitives pour inaptitude physique.

Les hommes mariés de plus de 30 ans et les célibataires de plus de 38 ans sont, après instruction militaire, répartis entre les services auxiliaires.

Parmi les appelés, il est institué six groupes d'après l'âge. Un septième groupe, comprend les hommes de 21 à 40 ans se trouvant dans une situation exceptionnelle pouvant justifier la dispense d'entrer immédiatement en service effectif.

Ces groupes étaient appelés successivement au service dans des délais échelonnés s'étendant au maximum à quatre mois.

L'arrêté institue une juridiction nouvelle « les Tribunaux des Sursis », qui avaient pouvoir d'accorder des sursis en vue de maintenir dans leurs occupations les hommes mariés de 21 ans et les célibataires de plus de 28 ans employés à la date du 20 juin 1916 dans des établissements produisant pour les armées ou dans des services ou entreprises d'utilité générale.

Enfin, l'arrêté édictait une série de peines pour les infractions aux diverses dispositions en vigueur.

VII. *Arrêté-loi de milice du 13 janvier 1917.*

Il permet le transfert des services auxiliaires aux services armés des hommes du contingent de 1915 et 1916, c'est-à-dire âgé de 19 à 26 ans.

VIII. *Arrêté-loi de milice du 1^{er} mai 1917.*

Cet arrêté appelle au service pour la durée de la guerre tous les Belges nés pendant le second semestre de 1898.

IX. *Arrêté-loi de milice du 20 février 1918.*

Il appelle les Belges nés en 1899.

X. *Arrêté-loi de milice du 1^{er} novembre 1918.*

Toutes les dispositions antérieures visaient les Belges du territoire non envahi ou réfugiés à l'étranger.

La libération progressive du territoire rendait nécessaire une loi nouvelle pour l'appel aux armes des citoyens du territoire reconquis qui n'avaient pu être incorporés jusque là.

Tel fut l'objet de cet arrêté appelant au service tous les Belges nés pendant les années 1879 à 1899, c'est-à-dire de 19 à 40 ans.

Cet arrêté règle les engagements volontaires.

Il admet une exemption temporaire pour les pères de familles nombreuses

et les hommes âgés de plus de 25 ans se trouvant dans une situation exceptionnelle de famille.

Il reprend, coordonne et codifie les dispositions des lois et arrêtés-lois antérieurs.

* * *

On peut déterminer comme suit les caractères généraux de ces divers arrêtés-lois :

Ils ont un caractère mixte.

Ce sont des lois de contingent.

Ce sont des lois de recrutement, déterminant pour un exercice les règles de formation des armées.

Ce sont aussi des lois de milice, mais d'application restreinte à une seule levée.

CHAPITRE II.

I. *Le projet du Gouvernement.*

Caractère du Projet. Le projet de loi du Gouvernement est un projet de recrutement destiné à fournir les hommes nécessaires pour constituer le contingent récemment voté par les Chambres.

Son effet se restreint à la levée de 1919.

Il serait difficile pour le Gouvernement de procéder autrement. Personne ne peut savoir quels seront les besoins dans l'avenir, et il faudra nécessairement attendre que les événements aient pris une tournure définitive pour que l'on puisse élaborer une loi de milice rigoureusement adaptée aux circonstances nouvelles, si la loi de 1913 ne pouvait reprendre application.

Il est évident que la loi de 1913 ne peut être dès à présent remise en vigueur.

L'intention du Gouvernement nous paraît être de la maintenir, mais les exigences du moment l'ont contraint à y apporter, pour la levée de 1919, une série de modifications de nature à augmenter le rendement du recrutement.

D'autre part on peut, sur certains points, se relâcher de la rigueur qui a justifié les arrêtés-lois successifs pris pendant la durée de la guerre, et tenir compte notamment du sort que la guerre a fait à de nombreuses familles par suite de la mort de certains de leurs membres.

Ces principes ont guidé le Gouvernement dans l'élaboration du projet qui nous est soumis, et qui présente, à raison de ces dispositions, le caractère de projet de loi de milice dont l'effet se restreint à une levée.

II. — *Discussion du projet en Commission spéciale.*

ARTICLE PREMIER. — Les opérations de milice se rapportant aux hommes de la classe de 1914 qui ne sont pas entrés au service actif sont annulées. Sont également non avenus les exemptions, les dispenses et les sursis accordés en vertu des arrêtés-lois des 1^{er} mars 1915, 6 novembre 1915, 1^{er} mars 1916, 21 juillet 1916, 1^{er} mai 1917 et 20 février 1918.

ART. 2. — La levée spéciale de 1919 (classes de 1914, 1915, 1916, 1917, 1918 et 1919) est régie par les dispositions des lois de milice coordonnées par arrêté royal du 1^{er} octobre 1913, sauf qu'il y sera dérogé en les points suivants :

Ces textes annulent toutes les dispositions résultant des arrêtés-lois et en reviennent, sauf certaines modifications imposées par les circonstances, aux prescriptions des lois de milice coordonnées en 1913.

Elles stipulent notamment que la levée des hommes que l'occupation du territoire avait soustraits aux incorporations prescrites durant la guerre par les lois de recrutement ne se fera que sur les appelés des classes de 1914, 1915, 1916, 1917, 1918 et 1919, c'est-à-dire de dix-neuf à vingt-cinq ans.

Un membre fait observer qu'en annulant les opérations se rapportant aux hommes de la classe de milice de 1914, le projet perd de vue que les opérations de 1915 avaient commencé, puisque l'inscription avait eu lieu du 1^{er} au 30 juin 1914, et que partant, l'annulation devrait s'étendre aux opérations de milice de 1915.

En conséquence la Commission propose d'ajouter à l'article premier les mots « et de 1915 ».

Amendement
proposé par la
Commission
spéciale.

ARTICLE PREMIER. — Les opérations de milice se rapportant aux hommes des classes de 1914 et de 1915. . . . le reste comme au projet.

CHAPITRE II. — DE L'INSCRIPTION.

1. — L'inscription se fait d'office par le bourgmestre qui dresse, pour chaque classe, une liste en double expédition, des jeunes gens qui ont été inscrits pour la milice de 1913 en vue de la levée de 1914, ainsi que des jeunes gens qui devaient être normalement inscrits en 1914, 1915, 1916, 1917, 1918 respectivement pour les levées de 1915, 1916, 1917, 1918 et 1919.

Il sera en outre formé une liste, en double, des ajournés rattachés à la classe de 1914.

L'inscription ayant été faite en 1914 pour 1915 le texte doit être modifié comme suit :

1. — L'inscription se fait d'office par le bourgmestre qui dresse pour chaque classe, une liste en double expédition, des jeunes gens qui ont été inscrits pour la milice en 1913 et en 1914 en vue des levées de 1914 et de 1915 ainsi que des jeunes gens qui devaient être normalement inscrits en 1915, 1916, 1917, 1918 respectivement pour les levées de 1915, 1916, 1917, 1918, 1919.

Il sera en outre formé une liste, en double, des ajournés rattachés à la classe de 1914.

Alinéa I.

Cet article supprime l'obligation, pour le Belge en âge de milice, de se faire inscrire pour la levée de l'année suivante.

Un membre de la Commission fait observer que la disposition proposée obligera les bourgmestres à inscrire des appelés ayant quitté leurs communes puisqu'on devra remonter à plusieurs années.

Il est d'avis qu'il serait plus simple d'inscrire les jeunes gens appartenant

aux diverses levées prévues dans la commune où ils auront été domiciliés au 31 décembre 1918.

Interrogée à ce sujet, l'administration de l'Intérieur nous a répondu que l'inscription prévue par le projet n'est en réalité qu'une formalité administrative dépourvue de sanction et qui n'a pour but que d'accélérer les opérations de recrutement.

Il est incontestable qu'il y a avantage à procéder comme le suggère la Commission spéciale, mais il n'est point nécessaire à cette fin de modifier le texte du projet. Il suffit de le commenter par des instructions qui, dès à présent d'ailleurs, ont été données aux gouverneurs des provinces, de façon à ce que les listes soient dressées sans aucun retard.

Alinéa 2.

Le projet décide qu'il sera formé une liste, en double, des ajournés rattachés à la classe de 1914.

Le projet supprimant les exemptions pour une année, cette disposition a pour but d'empêcher que les ajournés rattachés au contingent de 1914, qui avaient bénéficié des dispositions antérieures n'échappent aux règles nouvelles qui, en abrogeant les exemptions, soumettent ces appelés aux obligations de milice.

Cela se justifie.

Les ajournés ne sont libérés définitivement qu'après trois revisions annuelles (art. 13 des lois coordonnées).

L'arrêté-loi du 1^{er} mars 1915, en supprimant les exemptions pour une année, a eu cette conséquence que des ajournés se trouvant sur le territoire où l'arrêté s'appliquait ont été déchus du bénéfice de l'exemption définitive.

Il serait injuste que des ajournés, étant demeurés dans le territoire occupé, puissent jouir d'une faveur que les circonstances n'ont pas permis d'accorder à certains de leurs concitoyens.

C'est donc avec raison que le projet les range dans la catégorie des appelés.

*
* *

II. — Le fait d'avoir été porté indûment sur la liste d'inscription n'implique pas pour l'intéressé l'obligation de comparaître devant la commission de recrutement, non plus que la non-inscription ne le dégage de l'obligation de se présenter spontanément devant ce collège, dans les conditions et les délais prescrits.

Le projet du Gouvernement substitue à l'obligation de l'inscription, que la loi de 1913 imposait à tout Belge en âge de milice, l'inscription d'office par le bourgmestre.

D'autre part, il porte que la non-inscription ne dégage pas l'appelé de se présenter spontanément devant la Commission de recrutement, dans les conditions et délais prescrits.

L'omission de l'inscription constituait jadis une faute qui faisait un réfractaire de celui qui s'en rendait coupable.

Le projet supprime les réfractaires mais, néanmoins il sanctionne de certaines peines, ainsi que nous le verrons plus loin (Chapitres X, XVII, 4°) le fait pour un homme, faisant partie des classes appelées, de ne pas comparaître devant la Commission de recrutement alors même qu'il n'a pas été inscrit sur les listes des bourgmestres.

CHAPITRE III. — DES EXEMPTIONS, DES DISPENSES, DES LIBÉRATIONS ET DES EXCLUSIONS.

III. — La production des certificats à l'appui des demandes d'exemption pour causes morales n'est pas exigée.

Les juridictions contentieuses statuent sur le vu de toutes pièces dont elles apprécient la valeur.

Pas d'observation.

Toutes ces dispositions ont pour but de simplifier la procédure et de rendre plus rapides les opérations de milice.

IV. — Le littéra c de l'article 15 des lois de milice coordonnées est mis hors d'application ; cet article est en outre complété comme suit :

f) Ceux dont le père ou deux frères ont été tués à l'ennemi, sont décédés des suites de leurs blessures, sont portés disparus depuis six mois ou ont sacrifié leur vie pour la Patrie pendant l'occupation.

g) Ceux dont trois frères servent ou ont servi pendant la campagne, soit dans l'armée belge, soit dans une des armées alliées.

h) Si plusieurs fils d'une même famille sont appelés à concourir à la formation de la levée spéciale de 1919, les désignations éventuelles sont limitées au nombre de trois, y compris les services en voie d'accomplissement ou déjà accomplis pendant la campagne. Dans ce cas, les exemptions sont accordées aux mariés d'abord, puis à ceux qui, par leur âge, appartiennent aux classes les plus anciennes.

i) Ceux qui ont été faits prisonniers par l'ennemi, en cherchant à passer la frontière pour prendre du service dans l'armée et qui, de ce chef, ont été privés de leur liberté pendant six mois au moins.

Signalons ici que le projet remet en vigueur le littéra e de l'article 15 de la loi de 1913 accordant une exemption définitive au premier appelé, déclaré apte au service, des familles comptant au moins cinq enfants en vie plus jeunes que le milicien.

Comme nous le verrons plus loin (chapitres III, VI), toutes les exemptions définitives admises par le projet produiront leur effet immédiat, non seulement pour les appelés de la levée de 1919, mais pour les hommes actuellement sous les armes qui voudront en bénéficier.

En ce qui concerne le littéra i, le Gouvernement a soumis à la Commission une modification justifiée par des considérations d'équité.

Le projet du Gouvernement porte que ceux qui ont été faits prisonniers par l'ennemi, en cherchant à passer la frontière pour prendre du service dans l'armée et qui, de ce chef, ont été privés de leur liberté pendant six mois au moins, seront définitivement exemptés du service militaire.

Il semble que cette disposition soit excessive, et il convient de modifier le littéra i) de la façon suivante :

Amendement V. — « Les obligations des jeunes gens qui ont été faits prisonniers par l'ennemi en
proposé par la » cherchant à passer la frontière pour prendre du service dans l'armée sont réglées
Commission » comme suit :
spéciale. » a) Ceux qui ont subi une détention de quinze mois au moins sont dispensés d'ac-
 » complir leur terme de service actif comme milicien.
 » Ils sont inscrits sur les contrôles de l'armée, et en cas de nouvelle mobilisation,
 » rappelés sous les armes avec les militaires de la classe à laquelle ils appartiennent
 » et versés dans un service auxiliaire.
 » b) Ceux qui ont subi une détention de moins de 15 mois bénéficient d'une réduction
 » du terme de service actif équivalant à la durée de leur détention, sans que leur présence
 » sous les armes puisse, en tous cas, être inférieure à 3 mois.
 » Ils feront partie de la levée spéciale de 1919, s'ils sont parmi les appelés, et
 » seront versés dans les troupes à pied. »

Les intéressés ne jouiront donc pas d'une exemption définitive.

En conséquence, les dispositions qui les concernent ne peuvent pas figurer à l'article 15, mais doivent faire l'objet d'une disposition spéciale.

C'est pour ce motif qu'elles sont précédées du chiffre V, ce qui implique la conséquence que les dispositions V à XVIII du projet deviennent VI à XIX.

*
* *

VI (ancien V). — Le militaire sous les drapeaux qui réunit l'une des conditions d'exemption prévues à l'article 15 peut s'en prévaloir en se conformant aux prescriptions de l'article 17.

En attendant que la commission provinciale d'appel ait statué sur son sort, il est envoyé en congé sans solde.

Cette disposition permet aux militaires sous les drapeaux, en vertu d'engagements volontaires ou d'appels généraux, de réclamer immédiatement le bénéfice des exemptions définitives établies par le projet.

Il n'est que juste, en effet, qu'ils jouissent des mêmes avantages que les nouveaux appelés.

*
* *

VII (ancien VI). — L'article 16 est mis hors d'application, sauf les lettres e, f, g, j et l. Toutefois, les appelés visés aux lettres a, b, c et d, désignés pour le service, n'entreront sous les armes, pour être employés à des offices humanitaires utiles à l'armée, en commençant par la classe la plus ancienne, que si les nécessités du service militaire l'exigent.

Au surplus, dès que la démobilisation de l'armée sera décrétée, ils reprendront leurs droits à l'exemption.

En attendant que la juridiction compétente ait statué sur leur sort, ils seront envoyés en congé sans solde.

Cette disposition constitue une refonte complète de l'article 16 de la loi de 1913.

Elle supprime la plupart des exemptions pour une année, savoir les exemptions accordées :

- a) à ceux qui sont partie d'une communauté religieuse fixée dans le pays ;
- b) à ceux qui, après leurs études moyennes, se destinent au ministère

ecclésiastique ou aux missions et sont élèves en théologie dans un établissement reconnu par la loi, s'il en existe pour leur culte ; aux étudiants en philosophie qui se vouent à l'état ecclésiastique tant qu'ils n'ont pas accompli leur vingt-deuxième année ;

c) à ceux qui se préparent à l'enseignement primaire ou à l'enseignement moyen du degré inférieur dans les écoles normales de l'État ou soumises à l'inspection de l'État ;

d) à ceux qui sont munis d'un diplôme de capacité pour l'enseignement primaire ou pour l'enseignement moyen du degré inférieur ;

h) aux inscrits qui ne peuvent sans préjudice grave interrompre leurs études ou leur apprentissage, ou abandonner l'établissement agricole, industriel ou commercial exploité pour leur compte ou celui de leurs parents ;

i) à ceux dont la taille n'atteint pas 1^m.54 ;

k) à celui qui est le soutien indispensable :

a) de ses père et mère ou de l'un d'eux ;

b) si ces derniers sont décédés de ses aïeuls ou de l'un d'eux ;

c) d'un ou plusieurs frères ou sœurs.

m) à celui qui à la date de son entrée en service a un frère en service actif comme milicien.

n) à l'enfant naturel unique, soutien indispensable de sa mère n'ayant pas d'enfant légitime.

La suppression de ces diverses exemptions est dictée au Gouvernement par le désir de recruter le nombre de miliciens nécessaires à la défense de la Patrie et à l'envoi en congé des soldats sous les armes. Cette considération suffit pour justifier les modifications proposées à la loi de 1913.

Néanmoins la Commission a jugé qu'à raison d'un intérêt public incontestable, la disposition de l'article 13, litt. H de la loi de 1913 devait être maintenue.

Dans les conditions où se trouve le pays après les désastres que la guerre a accumulés, il est de nécessité absolue que l'on maintienne l'activité agricole et que l'on assure la reprise de notre industrie et de notre commerce.

Dès lors, n'est-il pas nécessaire que les inscrits qui ne peuvent, sans subir un préjudice grave, interrompre leurs études ou leur apprentissage ou abandonner momentanément leur entreprise, puissent jouir d'un sursis ?

Il ne s'agit pas d'accorder ainsi une faveur dont on puisse abuser. Les juridictions de milice auront à apprécier souverainement les situations de fait. Elles le feront avec le souci de concilier ces tempéraments avec les intérêts de l'armée, et en conséquence n'accorderont de sursis que dans le cas où leur nécessité apparaîtra comme absolument certaine.

Un membre avait proposé de maintenir les littéras k et n, instituant les exemptions du chef de pourvoyance, mais il a été fait observer que pareilles dispositions pourraient avoir des conséquences préjudiciables au recrutement de l'armée.

De plus, il est à remarquer que la loi que le Parlement va élaborer n'aura d'effet que pour la levée de 1919.

Or, il est certain que le taux qu'atteint actuellement la rémunération aux familles des militaires rend moins nécessaire l'assistance du milicien à sa famille.

On pourrait prévoir, ainsi qu'un membre l'a proposé, que dans des cas exceptionnels, dans lesquels l'assistance du milicien apparaîtrait comme absolument indispensable au soutien de ses proches, Monsieur le Ministre de la Guerre serait autorisé à le renvoyer en congé limité, après une période d'instruction qui ne pourrait être inférieure à quatre mois.

L'autorité militaire, ayant à sauvegarder les intérêts de l'armée, veillerait avec cette préoccupation, à ce que cette faveur exceptionnelle ne soit accordée que dans les cas de nécessité réelle et dûment établie.

Comme il s'agit ici de congés laissés à la discrétion de Monsieur le Ministre de la Guerre il n'est pas nécessaire de formuler une disposition positive dans la loi.

Il suffira de demander à Monsieur le Ministre de la Guerre de vouloir tenir compte du vœu émis par la Commission spéciale et de faire éventuellement une déclaration formelle d'adhésion.

Amendement
proposé par la
Commission
spéciale.

VII (ancien VI). — L'article 16 est mis hors d'application, sauf les litt. *e, f, g, h, j et l.*
Le reste comme au projet.

VIII (ancien VII) — Sont mis hors d'application les articles 19 et 22 des lois de milice coordonnées.

L'article 19 réglait la question des libérations de service jusqu'à concurrence des excédents.

Le projet supprime les libérations, le contingent étant pour 1919 absorbé complètement.

L'article 22 réglait les exclusions du service.

Les exclusions ne sont pas maintenues.

Elles ont été abrogées déjà par des arrêtés-lois antérieurs.

*
* *

CHAPITRE IV. — DES CONSEILS DE MILICE ET DES CONSEILS D'APTITUDE.

IX (ancien VIII). — Des commissions de recrutement sont substituées aux conseils de milice et aux conseils d'aptitude.

Toutes les dispositions des lois de milice coordonnées qui se rapportent aux conseils d'aptitude s'appliquent aux commissions de recrutement en tant qu'elles ne sont pas en opposition avec la présente loi.

X (ancien IX). — Un arrêté royal peut subdiviser chacune des commissions de recrutement en plusieurs sections.

Dans ce cas, le Président de la première section fixe le ressort territorial des sections ainsi que le lieu et les dates de leurs séances.

XI (ancien X). — La commission de recrutement (ou la section) a la même composition que le conseil d'aptitude, sauf que le président est choisi parmi les magistrats effectifs, suppléants ou honoraires et parmi les avocats inscrits au tableau depuis dix ans au moins et âgés de plus de 40 ans, et que la durée de leur mandat n'est pas déterminée.

Les membres militaires ne doivent pas obligatoirement avoir le grade de capitaine.

XII (ancien XI). — Comparaient devant la commission de recrutement, dans les conditions et délais prescrits, tous les jeunes gens susceptibles de figurer sur les listes dont il est question au n° I ci-avant, à moins qu'ils ne fassent déjà partie de l'armée belge ou d'une des armées alliées.

Sont considérés comme en faisant partie, les militaires qui, depuis le 31 juillet 1914, ont été renvoyés dans leurs foyers comme inaptes au service, mis en congé sans solde ou licenciés pour quelque cause que ce soit.

En ce qui concerne la désignation pour les armes, la commission de recrutement se conforme à l'article 28 des lois codifiées.

Les décisions sont notifiées aux comparants séance tenante.

Ces dispositions sont la reproduction des règles organiques des juridictions de milice établies par les arrêtés-lois.

Les arrêtés-lois ont à ce sujet été inspirés par le souci d'assurer le recrutement rapide.

Il importe que cette célérité soit assurée également pour le recrutement de la levée de 1919.

*
* * *

XIII (ancien XII). — Le litt. c de l'article 27 est mis hors d'application.

Cette disposition visait les défaillants.

La catégorie des défaillants étant supprimée, elle n'a plus de raison d'être.

*
* * *

CHAPITRE V. — DE L'APPEL DEVANT LA COUR D'APPEL ET LE CONSEIL DE REVISION.

XIV (ancien XIII). — Des Commissions provinciales d'appel sont substituées aux Cours d'appel, en tant que jugeant en matière de milice et aux Conseils de revision dont elles ont la composition.

Toutes les dispositions des lois de milice coordonnées qui se rapportent aux conseils de revision s'appliquent aux commissions provinciales d'appel en tant qu'elles ne sont pas en opposition avec la présente loi.

XV. — Les Gouverneurs forment une liste des ajournés de la levée spéciale de 1919.

Pas d'observations.

*
* * *

CHAPITRE VII. — DE L'INCORPORATION.

XVI (ancien XV). — Les hommes désignés pour le service par les commissions de recrutement reçoivent, séance tenante, lecture d'un résumé des lois militaires, dont le texte est fixé par arrêté royal.

Dès ce moment, ils acquièrent la qualité de militaire.

Si la date fixée par arrêté royal pour l'entrée de leur classe au service actif n'est pas encore arrivée, ils sont renvoyés dans leurs foyers jusqu'à cette date.

Les décisions des commissions de recrutement sont exécutoires nonobstant appel.

Les hommes désignés pour le service sont répartis dans les corps et services par l'autorité militaire en tenant compte des décisions des juridictions contentieuses.

Pas d'observations.

* * *

CHAPITRE VIII. — DES CONGÉS.

XVII (ancien XVI). — Dès que l'armée sera démobilisée, le chapitre des lois de milice coordonnées relatifs aux congés redeviendra exécutoire.

Pas d'observations.

* * *

CHAPITRE X.

XVIII (ancien XVII). — Le 1^{er} de l'article 69 des lois de milice coordonnées est mis hors d'application.

Cet article est complété comme suit :

4^o L'appelé qui n'aura pas comparu devant les juridictions contentieuses dans les conditions et les délais fixés.

5^o Est puni d'un emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de 100 à 1,000 francs, ou d'une de ces deux peines seulement, celui qui a changé de résidence pour se soustraire aux opérations de recrutement ou a, dans le même but, employé des manœuvres frauduleuses.

XIX (ancien XVII). — La partie de l'article 71 des lois de milice coordonnées, visant la mise à la disposition du Ministre de la Guerre pour un terme de huit ans, est hors d'application.

Il en est de même des articles 73, 74 et 75.

Les dispositions ainsi mises hors d'application édictaient des pénalités, sous forme de prolongation de service actif, à charge des défailtants, des réfractaires et des retardataires.

Ces dispositions ont été supprimées déjà par les arrêtés-lois et remplacées par des pénalités d'autre nature.

* * *

ART. 5. — Les arrêtés-lois des 1^{er} et 15 novembre sont abrogés.

Pas d'observation.

CHAPITRE III. — QUELQUES OBSERVATIONS.

La Commission spéciale s'est demandé quelle sera, au point de vue des obligations de milice après la démobilisation, la situation des volontaires de guerre et de ceux qui étaient sous les drapeaux en vertu des appels généraux.

Les arrêtés-lois de milice ont fait les appels pour la durée de la guerre, sans stipuler la durée du terme de milice.

Il sera pourtant nécessaire de fixer par la loi de démobilisation le sort de ces hommes, et il faudra se mettre à cet égard à un double point de vue :

Tout d'abord il faudra veiller à ne pas perdre d'unités pour la réserve ;

D'autre part il faudra se garder de priver les démobilisés qui avaient ou auraient des droits d'exemption, de les faire valoir au moment opportun.

La Commission a également demandé au gouvernement s'il ne conviendrait pas de régler la situation des récalcitrants.

Le rapport a été approuvé à l'unanimité des membres présents.

Le Rapporteur,

DU BUS DE WARNAFFE.

Le Président,

H. CARTON DE WIART.



**Amendements proposés par la
Commission.**

ARTICLE PREMIER.

Les opérations de milice se rapportant aux hommes des classes de 1914 *et de 1915*... (le reste comme au projet).

ART. 2.

CHAPITRE II. — DE L'INSCRIPTION.

I. — L'inscription se fait d'office par le Bourgmestre, qui dresse, pour chaque classe, une liste, en double expédition, des jeunes gens qui ont été inscrits pour la milice en 1913 *et en 1914* en vue des levées de 1914 *et de 1915*, ainsi que des jeunes gens qui devaient être normalement inscrits en 1915, 1916, 1917, 1918, respectivement pour les levées de 1915, 1916, 1917, 1918, 1919.

Il sera en outre formé une liste, en double, des ajournés rattachés à la classe de 1914.

**CHAPITRE III. — DES EXEMPTIONS,
DES DISPENSES, DES LIBÉRATIONS ET
DES EXCLUSIONS.**

IV. — Le littéra *i* est supprimé et remplacé par un paragraphe V ainsi conçu :

V. — *Les obligations des jeunes gens qui ont été faits prisonniers par l'ennemi en cherchant à passer la frontière pour prendre du service*

**Amendementen door
de Commissie voorgesteld.**

EERSTE ARTIKEL.

De militieverrichtingen betreffende de manschappen der klassen 1914 *en 1915*... (het overige zooals in het ontwerp).

ART. 2.

HOOFDSTUK II. — VAN DE INSCHRIJVING.

I. — De inschrijving geschiedt van ambtswege door den Burgemeester die voor iedere klas opmaakt eene lijst, in tweevoudig afschrift, van de jongelingen die in 1913 *en in 1914* voor de militie werden ingeschreven met het oog op de lichtingen van 1914 *en van 1915*, alsook van de jongelingen, die regelmatig moesten ingeschreven zijn in 1915, 1916, 1917, 1918, onderscheidenlijk voor de lichtingen van 1915, 1916, 1917, 1918, 1919.

Daarenboven wordt, in tweevoudig afschrift, eene lijst opge maakt van de uitgestelden, die bij de klas van 1914 zijn aangeschreven.

HOOFDSTUK III. — VAN DE VRIJSTELLING, ONTHERFFING, ONTSLAGING EN DITSLUITING.

IV. — Littéra *i* vervalt en wordt vervangen door het volgende lid V :

V. — *De verplichtingen van de jongelingen, die door den vijand gevangen genomen werden toen zij poogden over de grens te gaan om*

dans l'armée sont réglées comme suit :

a) *Ceux qui ont subi une détention de 15 mois au moins sont dispensés d'accomplir leur terme de service actif comme miliciens.*

Ils sont inscrits sur les contrôles de l'armée et, en cas de nouvelle mobilisation, rappelés sous les armes avec les militaires de la classe à laquelle ils appartiennent et versés dans un service auxiliaire.

b) *Ceux qui ont subi une détention de moins de 15 mois, bénéficient d'une réduction du terme de service actif équivalant à la durée de leur détention, sans que leur présence sous les armes puisse, en tous cas, être inférieure à 3 mois.*

Ils feront partie de la levée spéciale de 1919, s'ils sont parmi les appelés, et seront versés dans les troupes à pied.

VII (ancien VI). — L'article 16 est mis hors d'application, sauf les litt. e, f, g, h, j et l (le reste comme au projet.)

dienst te nemen in het leger, worden geregeld als volgt :

a) *Zij, die gedurende ten minste 15 maanden gevangen werden gehouden, zijn er van ontslagen, hunnen termijn van werkelijken dienst als militieplichtigen te vervullen.*

Zij worden ingeschreven op de contrôlelijsten van het leger; in geval van nieuwe mobilisatie, worden zij onder de wapens teruggeroepen met de militairen der klas, waartoe zij behooren, en bij eenen hulpdienst ingedeeld.

b) *Zij, die gedurende minder dan 15 maanden gevangen werden gehouden, bekomen eene vermindering van den werkelijken dienstdtijd gelijkstaande met den duur hunner gevangenhouding, zonder dat hunne aanwezigheid onder de wapens in elk geval minder dan 3 maanden bedragen mag.*

Zij maken deel uit van de bijzondere lichting van 1919, indien zij tot de opgeroepen behoreen, en worden bij het voetvolk ingedeeld.

VII (vroeger VI). — Artikel 16 valt buiten toepassing, behalve de litt. e, f, g, h, j en l (het overige zooals in het ontwerp.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1918-1919.

Ontwerp van wet betreffende de werving voor de bijzondere lichting van 1919⁽¹⁾

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DU BUS DE WARNAFFE.

MIJNE HEEREN,

Het ons voorgestelde wetsontwerp heeft ten doel, zoo spoedig mogelijk een nieuw leger te lichten om onze heldhaftige soldaten, die de zware en langdurige beproevingen van den oorlog hebben doorstaan, met verlof huiswaarts te kunnen zenden.

Herhaaldelijk reeds heeft de Kamer de gelegenheid gehad, onzen Koning en zijn leger hare levendige dankbaarheid en hare innige bewondering te betuigen.

Nadat hare leden pas de gelegenheid hadden om onze slagvelden te doorloopen, gevoelt zij zich gedwongen hun die betuiging te herhalen.

Wij konden ons, gedurende die hartroerende omreis, er van overtuigen hoe groot het lijden, de taaiheid en de moed onzer troepen zijn geweest.

De puinen van Diksmuide vertolken ons met eene hartverscheurende welsprekendheid al de gruwelen van eenen strijd lijf om lijf vier jaren lang, te midden van stoffelijke moeilijkheden waarvan men zich geen denkbeeld kan maken, zonder het afgrijselijk tooneel daarvan te hebben nagegaan.

De beschouwing van onze vernietigde dorpen, van onze verlaten en omwoelde landerijen en vooral het afzietelijk vrijbosch van Houthulst hebben voor onze oogen doen oprijzen de reuzengevechten, waarbij de wonderlijke hoedanigheden onzer soldaten zijn gebleken.

De spoed en de zorg, waarmede de Kamer's de wervingswet voor 1919 zullen tot stand brengen, welke wet hunne onthelling ten gevolge moet hebben, zullen voor hen gelden als de bevestiging van den zeer duidelijken

(1) Ontwerp van wet, nr 14.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer CARTON DE WIART, bestond uit de heeren CRICK, DELPORTE, DE WOUTERS D'OPLINTER, DU BUS DE WARNAFFE, JANSON, TIBBAUT, TROCKET.

wil van het Parlement om hun nogmaals zijne onwrikbare erkentelijkheid te betuigen.

HOOFDSTUK 1. — MILITIËREGELING GEDURENDE DE OORLOGSJAREN.

Bij het aanvangen van dit verslag achten wij het nuttig de bepalingen samen te vatten van de voornaamste besluit-wetten in militiezaken, krachtens welke onze Regeering gedurende de vier oorlogsjaren de noodige troepen kon lichten tot verdediging van onze onafhankelijkheid en tot bevrijding van ons grondgebied.

I. — *Besluit-wet van 1 Maart 1915.*

Dit besluit-wet roept tot den dienst op alle Belgen van 18 tot 25 jaar oud (geboren tusschen 1 Januari 1890 en 31 December 1896), uitmakende de militielichtingen van 1910 tot en met 1916 en zich bevindende in het niet bezet gedeelte van België of op het grondgebied van Frankrijk en Groot-Brittannië.

Het wijzigt de militiewet van 1913 op de volgende punten :

1. Wat betreft de *betrokken personen* : het is niet van toepassing op de Belgen die in het bezet gedeelte of in vreemde, niet geallieerde landen verblijven.

2. Wat betreft den *militieleeftijd* : 18 tot 25 jaar in plaats van 19 jaar.

3. Wat betreft den *dienstduur* : de duur van den oorlog.

4. Wat betreft de *vrijstellingen* :

a) Zekere *voorgoed verleende* vrijstellingen worden afgeschaft, met name die, welke betreffen de bediennars der eerediensten, hen die zich aan zendingswerken wijden, den eerst opgeroepene van de gezinnen met ten minste vijf nog levende kinderen.

Worden daarentegen krachtens eene nieuwe bepaling voorgoed vrijgesteld, de vóór 25 November 1914 gehowde mannen, behorende tot de lichtingen van 1910 tot en met 1914.

b) De vrijstellingen voor *één jaar* worden afgeschaft. Eene tijdelijke vrijstelling wordt aangenomen voor de opgeroepenen, die door de bevoegde rechtsmachten tijdelijk ongeschikt voor den dienst bevonden worden ; het uitstel van inlijving, dat kan worden vernieuwd, wordt echter verminderd tot op drie maanden.

c) De *ontheffingen* wegens het teveel worden afgeschaft.

5. Wat betreft de *militie-rechtsmachten* :

De militieraden en de hoven van beroep, de geschiktheidsraden en de herzieningsraden worden afgeschaft en door de Wervingsbureelen of Wervingscommissiën in den eersten graad en door de Commissiën van beroep in den tweeden graad vervangen. Het beroep in cassatie blijft toegelaten.

De inrichting, de bevoegdheid en de werkwijze der nieuwe militie-rechtsmachten worden bij koninklijk besluit van 16 Augustus 1915 geregeld.

De aldus gevestigde hervorming wordt gerechtvaardigd vooreerst door de omstandigheden die eene eenvoudige en snelle behandeling opdrongen verder door het feit dat de afschaffing der vrijstellingen om zedelijke redenen voortaan het bestaan van militieraden en hoven van beroep voor militiezaken onnoodig maakte.

II. — *Besluit-wet van 6 November 1915.*

Dit besluit-wet strekt den diensplicht algemeen uit tot alle Belgen die in vreemde landen verblijven, niet enkel tot hen die in Frankrijk en Groot-Brittannië verblijven.

Verder verwijst dit besluit-wet naar de bepalingen van het besluit-wet van 1 Maart 1913; het bekrachtigt echter de bepalingen daarvan, doordat het als wederspanningen of nalatigen naar luid van de artikelen 10 en 27 der wet van 1913 beschouwt degenen die verzuimen zich te doen inschrijven of zich aan de inlijving onttrekken.

III. — *Besluit-wet van 3 Januari 1916.*

Volgens dat besluit-wet wordt beschouwd als deserteur, elke Belg die, opgeroepen zijnde om deel uit te maken van het militiecontingent, van verblijfplaats verandert of bedrieglijke middelen gebruikt om zich aan de wervingsverrichtingen te onttrekken.

IV. — *Besluit-wet van 1 Maart 1916.*

Door dat besluit wordt het bijzonder contingent voor 1916 vastgesteld.

Vóór hun tijd worden onder de wapens geroepen alle Belgen, die wegens hunnen leeftijd tot de lichting van 1917 behooren en zich in het niet bezet gedeelte van België of in het buitenland bevinden.

Verder worden de bepalingen van de vroegere besluit-wetten uitdrukkelijk gehandhaafd.

V. — *Besluit-wet van 20 Mei 1916.*

In dit besluit-wet wordt eene bijzondere klasse van overtreders getroffen: de *dienstweigeraars*. Het zijn de Belgen, die aan de oproepingen geen gevolg geven. Het besluit bepaalt dat onder de benaming « Register der dienstweigeraars » in het *Staatsblad* zullen afgekondigd worden de namen van alle opgeroepen, die zich binnen eene maand na de bekendmaking van het besluit in het *Staatsblad* niet ter beschikking van de Wervingscommissiën gesteld hebben. De dienstweigeraars worden als deserteurs beschouwd, onverminderd de straffen, door hen opgelopen als weerspanningen en nalatigen.

VI. — *Besluit-wet van 21 Juli 1916.*

Door dit besluit-wet worden tot 's Lands dienst opgeroepen alle gezonde mannen *minder dan 40 jaar oud*, die zich niet in het bezet gedeelte van

België bevinden; zij worden werkzaam gesteld hetzij in den militairen dienst, hetzij in de diensten of takken van nijverheid van algemeen nut.

Dat besluit is werkelijk een gelegenheidsmilitiewet.

Het bevat talrijke bepalingen, doch, daar zij een thans verdwenen inrichting betreffen, achten wij het onnoodig, ze hier omstandig mede te deelen. Wij zullen enkel de voornaamste bepalingen daarvan vermelden.

Het besluit roept tot den dienst op alle Belgen die minder dan 40 jaar oud zijn.

Door dat besluit worden alle bepaalde of tijdelijke vrijstellingen met terugwerkende kracht afgeschaft, uitgenomen de voorgoed verleende vrijstellingen wegens lichamelijke ongeschiktheid.

De gehuwde mannen, meer dan 30 jaar oud, en de ongehuwden, boven 35 jaar oud, worden, na militaire africhting, bij de hulpdiensten ingedeeld.

De opgeroepen worden verdeeld in zes groepen volgens den leeftijd. Een zevende groep omvat de manschappen van 21 tot 40 jaar, die zich in eenen uitzonderlijken toestand bevinden, op grond waarvan zij kunnen ontslagen worden van de verplichting, dadelijk in werkelijken dienst te treden.

Die groepen werden achtereenvolgens tot den dienst opgeroepen binnen verschillende termijnen, die te zamen ten hoogste vier maanden bedroegen.

Door dat besluit wordt een nieuwe rechtsmacht, met name de « Rechtbanken van uitstel », opgericht. Deze rechtbanken waren bevoegd om uitstel te verleen ten einde bij hun werk te houden de gehuwde mannen boven 21 jaar en de ongehuwde mannen boven 25 jaar, op 20 Juni 1916 werkzaam in inrichtingen, die voortbrachten voor de legers, of in diensten of ondernemingen van algemeen nut.

Door het besluit waren ten slotte straffen voorzien voor de overtredingen van de verscheidene van kracht zijnde bepalingen.

VII. — *Besluit-wet van 15 Januari 1917.*

Het geeft machtiging tot het overbrengen van de hulpdiensten naar de gewapende diensten voor de mannen van het contingent van 1915 en van 1916, die bijgevolg van 19 tot 26 jaar oud zijn.

VIII. — *Besluit-wet van 1 Mei 1917.*

Door dat besluit worden tot den dienst opgeroepen voor den duur van den oorlog alle Belgen, geboren gedurende het tweede semester van 1898.

IX. — *Besluit-wet van 20 Februari 1918.*

Door dit besluit worden de Belgen, geboren in 1899, opgeroepen.

X. — *Besluit-wet van 1 November 1918.*

Al de vroegere bepalingen waren van toepassing op de Belgen verblijvend in het niet bezet gebied of in den vreemde.

De geleidelijke bevrijding van het grondgebied maakte een nieuwe wet noodzakelijk om ingezetenen uit het heroverd grondgebied, die tot dusver niet konden ingelijfd worden, onder de wapens te roepen.

Dat was het doel van dit besluit, waardoor tot den dienst opgeroepen werden alle Belgen, geboren gedurende de jaren 1879 tot 1899, dus 19 tot 40 jaar oud.

Dit besluit regelt de vrijwillige diensthelingen.

Het neemt eene tijdelijke vrijstelling aan voor de hoofden van talrijke gezinnen en voor de mannen boven 25 jaar, wier gezin zich in eenen uitzonderlijken toestand bevindt.

Dit besluit herneemt, rangschikt en ordent de vroegere wetten en besluiten samen.

* * *

De algemeene karaktertrekken van die verscheidene besluit-wetten kan men als volgt bepalen :

Zij hebben een gemengd karakter.

Het zijn contingentwetten.

Het zijn wervingswetten, welke de regelen tot vorming van de legers bepalen voor een dienstjaar.

Het zijn ook militiewetten, doch de toepassing beperkt zich tot een enkele lichting.

HOOFDSTUK II.

I. — *Ontwerp van de Regeering.*

Aard van het ontwerp. Het wetsontwerp van de Regeering is een ontwerp tot werving, bestemd om het vereischte aantal manschappen te leveren tot het samenstellen van het contingent onlangs door de Kamers aangenomen.

Zijne kracht is beperkt tot de lichting van 1919.

Het ware moeilijk voor de Regeering anders te handelen. Niemand kan weten welke de vereischten in de toekomst zullen zijn, en men zal noodzakelijkerwijs moeten wachten totdat de gebeurtenissen eene eindoplossing hebben gebracht, om te kunnen overgaan tot het maken van een militiewet overeenstemmend met de nieuwe omstandigheden, ingeval de wet van 1913 niet meer kan toegepast worden.

Het spreekt vanzelf dat de wet van 1913 niet van stonden aan opnieuw kan toegepast worden.

De Regeering schijnt voornemens te zijn, die wet in stand te houden, doch de bestaande noodwendigheden hebben haar gedwongen, daarin eene reeks wijzigingen te brengen voor de lichting van 1919, opdat de werving meer manschappen zou opleveren.

Anderzijds mag men, op sommige punten, afzien van de strengheid, waardoor zijn gebillijkt de besluit-wetten, achtereenvolgens gedurende den oorlog afgekondigd, en, onder andere, den toestand in aanmerking nemen, waarin talrijke gezinnen gedurende den oorlog werden gebracht ten gevolge van den dood van sommige hunner leden.

Die beginselen dienden de Regeering tot leidraad bij het opmaken van het ons voorgelegd ontwerp, dat, uit hoofde van die bepalingen, een ontwerp is van militiewet waarvan de kracht is beperkt tot eene lichting.

II. — *Behandeling van het ontwerp in de Bijzondere Commissie.*

EERSTE ARTIKEL. — De militieverrichtingen betreffende de manschappen der klas 1914, die niet in werkelijken dienst zijn getreden, worden nietig verklaard. Worden ook nietig verklaard elke vrijstelling, elke ontheffing en elk uitstel verleend krachtens de besluitwetten van 1 Maart 1915, 6 November 1915, 1 Maart 1916, 21 Juli 1916, 1 Mei 1917 en 20 Februari 1918.

ART. 2. — De bijzondere lichting van 1919 (klassen van 1914, 1915, 1916, 1917, 1918 en 1919) wordt beheerd door de bepalingen der militiewetten samengeordend bij koninklijk besluit van 1 October 1913, behalve afwijking voor de hiernavolgende punten :

Krachtens deze teksten vervallen al de bepalingen voortspuitende uit de besluitwetten; behalve sommige wijzigingen opgedrongen door de omstandigheden, worden daardoor de voorschriften der in 1913 samengeordende militiewetten opnieuw gehuldigd.

Zij bepalen namelijk dat voor de lichting der manschappen, die de bezetting van het grondgebied onttrokken had aan de inlijvingen, gedurende den oorlog voorgeschreven door de wervingswetten, enkel in aanmerking zullen komen de opgeroepen der klassen van 1914, 1915, 1916, 1917, 1918 en 1919, m. a. w. zijnde negentien tot vijf-en-twintig jaar oud.

Een lid doet opmerken dat door de verrichtingen betreffende de manschappen der militieklas van 1914 nietig te verklaren, het wetsontwerp vergeet dat de verrichtingen van 1915 een aanvang hadden genomen, vermits de inschrijving had plaats gehad van 1 tot 30 Juni 1914 en bijgevolg de nietigverklaring diende te worden uitgestrekt tot de militieverrichtingen van 1913.

De Commissie stelt dienvolgens voor, aan artikel 1 de woorden toe te voegen « en 1913 ».

Amendement door
de Bijzondere
Commissie
voorgesteld.

EERSTE ARTIKEL. — De militieverrichtingen betreffende de manschappen der klassen 1914 en 1915 . . (het overige zooals in het ontwerp).

HOOFDSTUK II. — VAN DE INSCHRIJVING.

I. — De inschrijving geschiedt van ambtswege door den burgemeester die voor iedere klas opmaakt eene lijst, in tweevoudig afschrift, van de jongelingen die in 1913 voor de militie werden ingeschreven met het oog op de lichting van 1914, alsook van de jongelingen, die regelmatig moesten ingeschreven zijn in 1914, 1915, 1916, 1917 en 1918, onderscheidenlijk voor de lichtingen van 1915, 1916, 1917, 1918 en 1919.

Daarenboven wordt, in tweevoudig afschrift, eene lijst opgemaakt van de uitgestelden, die bij de klas van 1914 zijn ingeschreven.

Daar de inschrijving voor 1913 plaats had in 1914, dient de tekst te worden gewijzigd als volgt :

Id.

I. — De inschrijving geschiedt van ambtswege door den burgemeester die voor iedere

klas opmaakt eene lijst, in tweevoudig afschrift, van de jongelingen die in 1915 en in 1914 voor de militie werden ingeschreven met het oog op de lichtingen van 1914 en van 1915, alsook van de jongelingen, die regelmatig moesten ingeschreven zijn in 1913, 1916, 1917, 1918, onderscheidenlijk voor de lichtingen van 1913, 1916, 1917, 1918 en 1919.

Daarenboven wordt, in tweevoudig afschrift, eene lijst opgemaakt van de uitgestelden, die bij de klas van 1914 zijn aangeschreven.

Alinea 1.

Dit artikel schaft voor den Belg, die den militieleeftijd bereikt heeft, de verplichting af, zich te doen inschrijven voor de lichting van het volgende jaar.

Een lid van de Commissie doet opmerken dat de voorgestelde bepaling de burgemeesters zal verplichten, opgeroepen in te schrijven, die hunne gemeenten hebben verlaten, vermits men verscheidene jaren zal moeten teruggaan.

Dat lid acht dat het eenvoudiger ware, de jongelingen, die tot de verscheidene bedoelde lichtingen behooren, in te schrijven in de gemeente waar zij gehuisvest waren op 31 December 1918.

Hieromtrent ondervraagd, heeft het Ministerie van Binnenlandsche Zaken ons geantwoord, dat de inschrijving, door het ontwerp voorzien, werkelijk slechts eene bestuursformaliteit is, zonder eenige bekrachtiging, enkel ten doel hebbende de wervingsverrichtingen te bespoedigen.

Onbetwistbaar is het voordeeler te handelen zooals de Bijzondere Commissie voorstelt; het is echter niet noodig daartoe den tekst van het ontwerp te wijzigen. Het volstaat, dien tekst te verklaren door onderrichtingen welke, overigens van stonden aan, reeds werden gegeven aan de gouverneurs der provinciën, opdat de lijsten zonder verwijl worden opgemaakt.

Alinea 2.

Het ontwerp bepaalt dat eene lijst van de uitgestelden, bij de klas van 1914 aangeschreven, in tweevoudig afschrift zal opgemaakt worden.

Daar het ontwerp de vrijstellingen voor één jaar afschaft, heeft die bepaling ten doel, te beletten dat de uitgestelden, die bij het contingent van 1914 aangeschreven zijn en het voordeel van de vroegere bepalingen hadden genoten, ouden ontsnappen aan de nieuwe voorschriften, welke, door de vrijstellingen af te schaffen, gezegde opgeroepen aan de militieverplichtingen onderwerpen.

Dat is billijk.

De uitgestelden zijn eerst voor goed ontheven na drie jaarlijksche onderzoekingen (art. 13 van de samengeordende wetten).

Het besluit-wet van 1 Maart 1915, door de vrijstellingen voor één jaar af te schaffen, had ten gevolge dat uitgestelden, die zich bevonden op het grondgebied waar het besluit toepasselijk was, het voordeel van de voor goed verleende vrijstelling niet meer konden genieten.

Het ware onrechtvaardig dat aan uitgestelden, die in het bezet grondgebied zijn gebleven, een voordeel worde toegekend, dat wegens de omstandigheden aan sommige hunner medeburgers niet verleend kon worden.

Terecht worden zij dus door het ontwerp gerangschikt bij de opgeroepen.

II. — Het feit dat de belanghebbende ten onrechte op de inschrijvingslijst werd gebracht, brengt niet mede dat hij verplicht is voor de wervingscommissie te verschijnen, evenmin als de niet-inschrijving hem ontslaat van de verplichting om zich uit eigen beweging bij dit college aan te melden onder de voorgeschreven voorwaarden en binnen de voorgeschreven termijnen.

Het ontwerp van de Regeering vervangt de verplichting om zich te doen inschrijven, welke de wet van 1913 oplegt aan iederen Belg die den militie-ouderdom bezit, door de ambtelijke inschrijving van ambtswege door den burgemeester.

Van een anderen kant bepaalt het, dat de niet-inschrijving den opgeroepene niet ontslaat, zelf te verschijnen voor de wervingscommissie, onder de voorgeschreven voorwaarden en binnen de voorgeschreven termijnen.

Het nalaten van de inschrijving was vroeger een misslag die den dader ervan tot weerspannige maakte.

Het ontwerp schaft de weerspannigen af, maar niettemin bekrachtigt het met sommige straffen, zooals we verder zullen zien (Hoofdstukken X, XVII, 4^e) het feit voor een man die tot de opgeroepen klassen behoort, dat hij niet verschijnt voor de wervingscommissie, zelfs indien hij niet is ingeschreven geworden op de lijsten van den burgemeester.

HOOFDSTUK III. — VAN DE VRIJSTELLING, ONTHEFFING, ONTSLAGING EN UITSLUITING.

III. — Overlegging van getuigschriften ter staving van aanvragen tot vrijstelling wegens zedelijke redenen wordt niet vereischt.

De rechtsmachten voor betwiste zaken doen uitspraak op vertoon van alle stukken, waarvan zij de waarde beoordeelen.

Deze tekst gaf geen aanleiding tot eenige aanmerking.

Al die bepalingen hebben ten doel, de rechtspleging te vereenvoudigen en de militieverrichtingen sneller te doen geschieden.

IV. — Litt. c van artikel 15 der samengeordende militiewetten valt buiten toepassing; dit artikel wordt daarenboven aangevuld als volgt :

f) Zij, waarvan de vader of twee broeders in den strijd gesneuveld, aan de gevolgen hunner wonden overleden, als sedert zes maanden verdwenen aangegeven zijn of, gedurende de bezetting, hun leven voor het Land hebben opgeofferd.

g) Zij, waarvan drie broeders dienen of gediend hebben gedurende den oorlog, hetzij in het Belgisch leger, hetzij in een der geallieerde legers.

h) Indien verscheidene zonen van een zelfde gezin worden opgeroepen om bij te dragen tot de vorming der bijzondere lichting voor 1919, zijn de gebeurlijke diensaanwijzingen beperkt op drie, daarin begrepen de loopende of de reeds onder den oorlog vervulde diensten.

In dit geval worden de vrijstellingen verleend vooreerst aan de gehuwden, verder aan hen die, door hunnen leeftijd, tot de oudste klassen behooren.

i) Zij, die door den vijand gevangen genomen werden toen zij poogden over de grens te gaan om dienst te nemen in het leger en die, uit dien hoofde, gedurende ten minste zes maanden, van hunne vrijheid werden beroofd.

Laten wij hier aanstippen, dat het ontwerp opnieuw kracht van wet geeft aan littera e van artikel 15 der wet van 1913, waarbij vrijstelling voorgoed verleend wordt aan den voor den dienst geschikt verklaarden eerst opgeroepene van de gezinnen met ten minste vijf kinderen in leven, jonger dan de militieplichtige.

Zooals wij hierna zullen vaststellen (hoofdstukken III, VI), zullen al de voorgoed verleende vrijstellingen, door het ontwerp aangenomen, onmiddellijk uitwerking hebben niet alleen voor de opgeroepenen der lichting van 1919, doch voor de manschappen thans onder de wapens, die het voordeel ervan zullen willen genieten.

Voor littera i heeft de Regeering aan de Commissie eene wijziging voorgesteld, gegrond op overwegingen van billijkheid.

Het ontwerp van de Regeering bepaalt dat zij, die door den vijand gevangen werden genomen, toen zij poogden over de grens te gaan om dienst te nemen in het leger, en die uit dien hoofde werden beroofd van hunne vrijheid gedurende ten minste zes maand, van den krijgsdienst voorgoed zullen vrijgesteld zijn.

Deze bepaling komt overdreven voor en littera i behoort gewijzigd te worden als volgt :

Amendement door de Bijzondere Commissie voorgesteld. V. — De verplichtingen van de jongelingen, die door den vijand gevangen genomen werden toen zij poogden over de grens te gaan om dienst te nemen in het leger, worden geregeld als volgt :

a) Zij, die gedurende ten minste 15 maanden gevangen werden gehouden, zijn er van ontslagen, hunnen termijn van werkelijken dienst als militieplichtigen te vervullen.

Zij worden ingeschreven op de contrôlelijsten van het leger; in geval van nieuwe mobilisatie, worden zij onder de wapens teruggeroepen met de militairen der klas, waartoe zij behooren, en bij eenen hulpdienst ingedeeld.

b) Zij, die gedurende minder dan 15 maanden gevangen werden gehouden, bekomen eene vermindering van den werkelijken diensttijd gelijkstaande met den duur hunner gevangenhouding, zonder dat hunne aanwezigheid onder de wapens in elk geval minder dan 3 maanden bedragen mag.

Zij maken deel uit van de bijzonder lichting van 1919, indien zij tot de opgeroepenen behooren, en worden bij het voetvolk ingedeeld.

De belanghebbenden zullen dus niet voorgoed vrijgesteld worden.

Bijgevolg mogen de bepalingen, die hem betreffen, niet opgenomen worden in artikel 15 : zij moeten het voorwerp van eene afzonderlijke bepaling uitmaken.

Daarom gaat het cijfer V daaraan vooraf; daaruit volgt dat de bepalingen V tot XVIII van het ontwerp nu zijn VI tot XIX.

*
*
*

VI (vroeger V). — De militair onder de wapens, die aan een der in artikel 15 voorziene

vrijstellingsvereischten voldoet, kan ze doen gelden met inachtneming van het bepaalde in artikel 17.

In afwachting dat de Provinciale Commissie van beroep over zijn lot heeft uitspraak gedaan, wordt hij met verlof huiswaarts gezonden, zonder soldij.

Krachtens deze bepaling kunnen de militairen onder de wapens, ten gevolge van vrijwillige dienstnemingen of algemeene oproepingen, onmiddellijk het voordeel eischen van de voorgoed verleende vrijstellingen, welke door het ontwerp worden ingevoerd.

Het is inderdaad enkel billijk dat zij dezelfde voordeelen genieten als de nieuwe opgeroepen.

*
* *

VII. — Artikel 16 valt buiten toepassing, behalve de litt. e, f, g, j en l.

De bij de litt. a, b, c en d bedoelde opgeroepen, die voor den dienst zijn aangewezen, komen echter alleen dan onder de wapens om, te beginnen met de oudste klas, belast te worden met humanitaire, voor het leger nuttige diensten, wanneer de noodwendigheden van den militairen dienst zulks vereischen.

Voor het overige kunnen zij hunne rechten op vrijstelling opnieuw doen gelden, zoodra tot de mobilisatie van het leger is besloten.

In afwachting dat de bevoegde rechtsmacht over hun geval uitspraak doet, worden zij, zonder soldij, met verlof huiswaarts gezonden.

Deze bepaling is eene volledige onwerking van artikel 16 der wet van 1913.

Zij schaft meest al de vrijstellingen voor één jaar af, met name de vrijstellingen verleend :

a) aan hen, die deel uitmaken van eene godsdienstige gemeenschap, in het land gevestigd ;

b) aan hen die, na hunne middelbare studiën, zich bestemmen tot het priesterambt of tot de zendingen en leerling zijn in de godgeleerdheid in een onderwijsgesticht erkent door de wet, indien er een bestaat voor hunnen eeredienst ; aan de studenten in de wijsbegeerte die tot het priesterambt opgeleid worden, zoolang zij niet den leeftijd van twee-en-twintig jaar hebben bereikt ;

c) aan hen, die zich tot het lager of tot het middelbaar onderwijs van den lagere graad voorbereiden in 's Rijks normaalscholen of in de normaalscholen onderworpen aan 's Rijks toezicht ;

d) aan hen, die houders zijn van een bekwaamheidsdiploma voor het lager onderwijs of voor het middelbaar onderwijs van den lagere graad ;

h) aan de ingeschrevenen, die zonder erge schade hunne studiën of hun leerlingenschap niet kunnen onderbreken ofwel het landbouw-, nijverheids- of handelsbedrijf verlaten, dat zij voor eigen rekening of voor rekening van hunne ouders beheeren ;

i) aan hen, die kleiner zijn dan 1.54 meter ;

k) aan hen, die de onmisbare steun is :

α) van zijn vader en moeder of van een van beiden ;

b) zoo deze overleden zijn, van zijn grootouders of van een van beiden;

c) van een of meer broeders of zusters.

m) aan hem die, op den dag van zijn indiensttreding, eenen broeder als militieplichtige in werkelijken dienst heeft;

n) aan het eenig onechtelijk kind, onmisbaren kostwinner van zijne moeder, zoo deze geen wettig kind heeft.

De afschaffing van die verscheidene vrijstellingen was de Regeering opgelegd door den wensch om het getal militieplichtigen te werven, vereischt tot de verdediging van het Vaderland, en om de onder de wapens zijnde soldaten met verlof huiswaarts te kunnen zenden. Deze beschouwing volstaat om de wijzigingen, in de wet van 1913 voorgesteld, te rechtvaardigen.

Om redenen van onbetwistbaar openbaar belang heeft de Commissie echter geoordeeld dat het bepaalde in artikel 15, lit. H, der wet van 1913 moet behouden blijven.

In den toestand, waarin het land zich bevindt na de rampen die er op neergestort zijn door den oorlog, is het volstrekt noodig dat de bedrijvigheid op landbouwgebied niet vervalle en dat men de opbeuring van nijverheid en handel verzekere.

Is het dan niet noodzakelijk een uitstel te verleenen aan de ingeschrevenen die, zonder erger schade, hunne studiën of hun leerlingschap niet kunnen onderbreken of hunne onderneming voor 't oogenblik niet kunnen verlaten?

Het is er niet om te doen een gunst te verleenen, waarvan misbruik zou kunnen gemaakt worden. De militierechtsmachten zullen oppermachtig over de feitelijke toestanden te oordeelen hebben. Zij zullen het doen met de bezorgdheid om die verzachtingen overeen te brengen met de belangen van het leger en bijgevolg zullen zij geen uitstel verleenen dan wegens volstrekte noodzakelijkheid.

Een lid had voorgesteld, de litt. k en n, waarbij vrijstellingen wegens kostwinnerschap voorzien zijn, te behouden, maar men deed opmerken dat zulke bepalingen voor de werving nadeelige gevolgen konden hebben.

Daarenboven moet men opmerken dat de wet, die het Parlement maken gaat, slechts uitwerking zal hebben voor de lichting van 1919.

Nu, het is zeker dat het bedrag der vergoeding, die de familie van de militairen thans krijgt, den bijstand van den militieplichtige voor het gezin minder noodzakelijk maakt.

Zooals een lid het voorgesteld heeft, zou men kunnen bepalen dat de Minister van Oorlog in uitzonderlijke gevallen, waarin de steun van den militieplichtige volstrekt onmisbaar voor zijne nabestaanden blijkt, gemachtigd zou wezen om hem beperkt verlof te verleenen, na een tijd van militaire africhting, die ten minste vier maanden zou moeten duren.

Daar de militaire overheid de belangen van het leger te vrijwaren heeft, zou zij, met het oog daarop, er voor zorgen dat de uitzonderlijke gunst

slechts toegestaan worde in geval van behoorlijk vastgestelde noodzakelijkheid.

Daar het hier verloven betreft, die de Minister van Oorlog vrij mag toestaan, is het niet noodig eene stellige bepaling in de wet op te nemen.

Het zal volstaan den Minister van Oorlog te verzoeken, den wensch, door de Bijzondere Commissie uitgedrukt, in aanmerking te nemen en, bij voorkomend geval, eene stellige verklaring van toetreding te doen.

Amendement
door de
Bijzondere
Commissie
voorgesteld.

VII (vroeger VI). — Artikel 16 valt buiten toepassing, behalve de litt. e, f, g, h, j en l. (Het overige zooals in het ontwerp.)

VIII (vroeger VII). — De artikelen 19 en 22 der samengeordende militiewetten vallen buiten toepassing.

Artikel 19 regelde de ontheffingen van den dienst tot beloop van het te veel.

Het ontwerp schaft de ontheffingen af, daar het contingent voor 1919 heelemaal genomen is.

Artikel 22 regelde de uitsluitingen van den dienst.

De uitsluitingen worden niet gehandhaafd.

Zij werden reeds ingetrokken door de vroegere besluit-wetten.

*
*
*

HOOFDSTUK IV. — VAN DE MILITIERADEN EN DE GESCHIKTHEIDSRADEN.

IX (vroeger VIII). — De militieraden en de geschiktheidsraden worden door wervingscommissiën vervangen.

Al de bepalingen van de samengeordende militiewetten, welke de geschiktheidsraden betreffen, zijn toepasselijk op de wervingscommissiën, in zooverre zijn niet strijdig zijn met deze wet.

X (vroeger IX). Elke wervingscommissie kan bij koninklijk besluit in verscheidene afdelingen worden verdeeld.

In dit geval bepaalt de voorzitter der eerste afdeling het ambtsgebied der afdelingen, alsmede de plaats en de datums van hunne vergaderingen.

XI (vroeger X). — De wervingscommissie (of de afdeling) is op gelijke wijze samengesteld als de geschiktheidsraad, behalve : 1^o dat de voorzitter gekozen wordt onder de werkelijke, plaatsvervangende of eere magistraten en onder de sedert ten minste tien jaar op de tabel ingeschreven en meer dan 40 jaar oud zijnde advocaten; 2^o dat de duur van hun mandaat niet is bepaald.

Er wordt niet vereischt dat de militaire leden den graad van kapitein hebben.

XII (vroeger XI). — Moeten onder de gestelde voorwaarden en binnen de gestelde termijnen voor de commissie verschijnen al de jongelingen, die geschikt zijn om te worden gebracht op de lijsten, waarvan sprake in bovenstaand n^o I, tenzij zij reeds deel uitmaken van het Belgisch leger of van een der geallieerde legers.

Worden aangezien als daarvan deel uitmakende, de militairen die, sedert 31 Juli 1914, naar huis werden gezonden als ongeschikt zijnde voor den dienst, zonder soldij met verlof huiswaarts werden gezonden of om 't even welke reden werden ontheven.

Wat de aanwijzing van de wapens betreft, gedraagt de wervingscommissie zich aan artikel 28 van de samengeordende wetten.

De beslissingen worden aan de verschijnenden staande de vergadering beteekend.

Deze bepalingen zijn de herhaling van die, waarbij de militierechtmachten, door de besluit-wetten tot stand gebracht, geregeld werden.

De besluit-wetten zijn dienaangaande uitgegaan van de bezorgdheid om de spoedige lichting te verzekeren.

Die zelfde spoed dient te worden verzekerd ook voor de lichting van 1919.

*
* *

XIII (vroeger XII). — Litt. c van artikel 27 valt buiten toepassing.

Deze bepaling bedoelde de nalatigen.

Daar er van nalatigen geen sprake meer is, heeft die bepaling geen reden van bestaan meer.

*
* *

HOOFDSTUK V. — VAN HET BEROEP BIJ HET HOF VAN BEROEP EN BIJ DEN HERZIENINGSRAAD.

XIV (vroeger XIII). — Provinciale commissiën van beroep komen in de plaats der hoven van beroep, voor zoover zij uitspraak doen in militiezaken, en van de herzieningsraden; ze zijn samengesteld zooals deze laatste.

Al de bepalingen van de samengeordende militiewetten betreffende de herzieningsraden zijn ook van toepassing op de provinciale commissiën van beroep, voor zoover zij niet in strijd zijn met deze wet.

XV. — De Gouverneurs maken eene lijst op van de uitgestelden der bijzondere lichting van 1919.

Zonder aanmerkingen.

*
* *

HOOFDSTUK VII. — VAN DE INLIJVING.

XVI (vroeger XV). — Aan de manschappen, door de wervingscommissiën voor den dienst aangewezen, wordt staande de vergadering voorlezing gedaan van eene samenvatting der militaire wetten, waarvan de tekst bij koninklijk besluit wordt bepaald.

Van dit oogenblik af bekomen zij de hoedanigheid van militair.

Indien de datum, bij koninklijk besluit vastgesteld voor het in werkelijken dienst treden hunner klas, nog niet is gekomen, worden zij terug naar huis gezonden tot dien datum.

De beslissingen der wervingscommissiën zijn uitvoerbaar niettegenstaande hooger beroep.

De manschappen, aangewezen voor den dienst, worden door de militaire overheid ingedeeld in de korpsen en diensten, met inachtneming van de beslissingen der rechtmachten in betwiste zaken.

Zonder aanmerkingen.

*
* *

HOOFDSTUK VIII. — VAN DE VERLOVEN.

XVII (vroeger XVI). — Zoodra het leger gedemobiliseerd is, wordt het hoofdstuk der samengeordende militiewetten aangaande de verloven weer uitvoerbaar.

Zonder aanmerkingen.

HOOFDSTUK X. — STRAFBEPALINGEN.

XVIII (vroeger XVII). — N° 4° van artikel 69 der samengeordende militiewetten valt buiten toepassing.

Dit artikel wordt aangevuld als volgt:

4° De opgeroepene die voor de rechtsmachten, in betwiste zaken onder de gestelde voorwaarden en binnen de gestelde termijnen niet is verschenen.

5° Wordt gestraft met eene gevangenisstraf van ééne maand tot één jaar, en met eene boete van 100 tot 1,000 frank of met slechts ééne dezer straffen, hij die van verblijfplaats veranderde om zich aan de wervingsverrichtingen te onttrekken of, met dit doel, bedrieglijke middelen gebruikte.

XIX (vroeger XVIII). — Het deel van artikel 71 der samengeordende militiewetten betreffende het ter beschikking stellen van den Minister van Oorlog voor eenen termijn van acht jaar, valt buiten toepassing.

Hetzelfde geldt voor de artikelen 73, 74 en 75.

De aldus buiten toepassing gestelde bepalingen schreven straffen voor bij wijze van verlenging van den werkelijken dienst, ten laste van de nalatigen, van de weerspannigen en van de achterblijvers.

Die bepalingen werden reeds ingetrokken door de besluit-wetten en vervangen door straffen van eene andere soort.

* *

ART. 3. — De besluit-wetten van 1 en 15 November 1918 worden ingetrokken,

Zonder aanmerkingen.

* *

HOOFDSTUK III. — ENKELE AANMERKINGEN.

In de Bijzondere Commissie rees de vraag op, in welken toestand zich zullen bevinden, met het oog op de militieverplichtingen na de demobilisatie, de oorlogsvrijwilligers en zij, die onder de wapens waren krachtens de algemeene oproepingen.

De besluit-wetten betreffende de militie deden de oproepingen voor den duur van den oorlog zonder den duur van den militietermijn te bepalen.

Het zal nochtans noodig zijn, den toestand dier manschappen te regelen door de demobilisatiewet: men zal dienaangaande van een dubbel standpunt moeten uitgaan.

Men zal, ten eerste, er voor moeten zorgen dat men geene eenheden voor de reserve verlieze;

Anderzijds, zal men moeten vermijden dat de gedemobiliseerden, die rechten op vrijstelling hadden of mochten hebben, deze rechten op behoorlijken tijd niet zouden kunnen doen gelden.

De Commissie heeft insgelijks aan de Regeering gevraagd of men den toestand der weerspannigen niet diende te regelen.

Het Verslag werd door de aanwezige leden eenparig aangenomen.

De Verslaggever,

DU BUS DE WARNAFFE.

De Voorzitter,

H. CARTON DE WIART.

**Amendements proposés par la
Commission.**

ARTICLE PREMIER.

Les opérations de milice se rapportant aux hommes des classes de 1914 et de 1915... (le reste comme au projet).

ART. 2.

CHAPITRE II. — DE L'INSCRIPTION.

I. — L'inscription se fait d'office par le bourgmestre, qui dresse, pour chaque classe, une liste, en double expédition, des jeunes gens qui ont été inscrits pour la milice en 1913 et en 1914 en vue des levées de 1914 et de 1915, ainsi que des jeunes gens qui devaient être normalement inscrits en 1915, 1916, 1917, 1918, respectivement pour les levées de 1915, 1916, 1917, 1918, 1919.

Il sera en outre formé une liste, en double, des ajournés rattachés à la classe de 1914.

**CHAPITRE III. — DES EXEMPTIONS,
DES DISPENSES, DES LIBÉRATIONS ET
DES EXCLUSIONS.**

IV. — Le littéra i est supprimé et remplacé par un paragraphe V ainsi conçu :

V. — *Les obligations des jeunes gens qui ont été faits prisonniers par l'ennemi en cherchant à passer la frontière pour prendre du service*

**Amendementen door
de Commissie voorgesteld.**

EERSTE ARTIKEL.

De militieverrichtingen betreffende de manschappen der klassen 1914 en 1915... (het overige zooals in het ontwerp).

ART. 2.

HOOFDSTUK II. — INSCHRIJVING.

I. — De inschrijving geschiedt van ambtswege door den Burge-meester die voor iedere klas op-maakt eene lijst, in tweevoudig afschrift, van de jongelingen die in 1913 en in 1914 voor de militie wer-den ingeschreven met het oog op de lichtingen van 1914 en van 1915, alsook van de jongelingen, die re-gelmatig moesten ingeschreven zijn in 1915, 1916, 1917, 1918, on-derscheidenlijk voor de lichtingen van 1915, 1916, 1917, 1918, 1919.

Daarenboven wordt, in twee-voudig afschrift, eene lijst opge-maakt van de uitgestelden, die bij de klas 1914 zijn aangeschreven.

**HOOFDSTUK III. — VRIJSTELLING,
ONTSLAGING, ONTHEFFING EN UIT-
SLUITING.**

IV. — Littéra i vervalt en wordt vervangen door het volgende lid V :

V. — *De verplichtingen van de jongelingen, die door den vijand gevangen genomen werden toen zij poogden over de grens te gaan om*

dans l'armée sont réglées comme suit :

a) Ceux qui ont subi une détention de 15 mois au moins sont dispensés d'accomplir leur terme de service actif comme miliciens.

Ils sont inscrits sur les contrôles de l'armée et, en cas de nouvelle mobilisation, rappelés sous les armes avec les militaires de la classe à laquelle ils appartiennent et versés dans un service auxiliaire.

b) Ceux qui ont subi une détention de moins de 15 mois, bénéficient d'une réduction du terme de service actif équivalant à la durée de leur détention, sans que leur présence sous les armes puisse, en tous cas, être inférieure à 3 mois.

Ils feront partie de la levée spéciale de 1919, s'ils sont parmi les appelés, et seront versés dans les troupes à pied.

VII (ancien VI). — L'article 16 est mis hors d'application, sauf les litt. e, f, g, h, j et l (le reste comme au projet.)

dienst te nemen in het leger, worden geregeld als volgt :

a) Zij, die gedurende ten minste 15 maanden gevangen werden gehouden, zijn er van ontslagen, hunnen termijn van werkelijken dienst als militieplichtigen te vervullen.

Zij worden ingeschreven op de contrôlelijsten van het leger; in geval van nieuwe mobilisatie worden zij onder de wapens teruggeroepen met de militairen der klas, waartoe zij behooren, en bij eenen hulpdienst ingedreld.

b) Zij, die gedurende minder dan 15 maanden gevangen werden gehouden, bekomen eene vermindering van den werkelijken dienstdtijd gelijkstaande met den duur hunner gevangenhouding, zonder dat hunne aanwezigheid onder de wapens in elk geval minder dan 3 maanden bedragen mag.

Zij maken deel uit van de bijzondere lichting van 1919, indien zij tot de opgeroepen behoren, en worden bij het voetvolk ingedeeld.

VII (vroeger VI). — Artikel 16 valt buiten toepassing, behalve de litt. e, f, g, h, j en l (het overige zooals in het ontwerp.).

